

Prise de parole FSU jeudi 4 avril

Samedi dernier, 30 mars, partout sur la territoire, et dans l'Aude, à Carcassonne et à Narbonne, des professeur·e·s des écoles, des collèges, des lycées, mais aussi des parents d'élèves, des citoyennes et des citoyens se sont mobilisés pour dire au ministre Blanquer : « Non ! Nous n'avons pas confiance ! »

Tout le monde a bien compris que la création des établissements publics des savoirs fondamentaux fusionnant écoles et collèges était une menace pour les écoles et en particulier celles de la ruralité, déjà sévèrement touchées par la carte scolaire des dernières années. Et ce n'est pas la lettre que le ministre a écrit aux directeurs et aux directrices d'école il y a deux jours qui va nous rassurer, bien qu'elle se termine par les mots « Avec toute ma confiance. » En effet, le ministre dit exactement le contraire de ce qu'il y a dans le projet de loi : il prétend garantir le maintien de la fonction de directeur d'école alors que le texte dit que le chef d'établissement et son adjoint assurent les fonctions attribuées au directeur d'école. Non, ce ne sont pas des « bobards » qui sont à l'origine de l'inquiétude des personnels ! Les seuls bobards, c'est le ministre Blanquer qui les répète sur les tons !

Car cette loi Blanquer ne vient pas de nulle part ! On a eu la mise en place de Parcoursup qui organise la limitation de l'accès des bacheliers et des bachelières à l'enseignement supérieur et qui demande maintenant de payer des frais de dossier pour avoir le droit de candidater à certaines formations ! On a eu la réforme du lycée général et technologique, imposée à marche forcée malgré l'opposition des professeur·e·s, traitée par le mépris : voyez plutôt : les éditeurs de manuels scolaires ont reçu la description des épreuves du baccalauréat alors que les élèves de 2nde qui doivent choisir leur spécialité en ce moment ne les connaissent pas, et leurs professeur·e·s non plus ! On a eu la réforme du lycée professionnel, totalement bâclée, qui réduit les horaires de formation générale et de formation professionnelle et met en péril la poursuite d'études des bacheliers et des bachelières. On a eu les suppressions de postes enseignants et les suppressions de postes administratifs. On a eu le refus de créer un véritable statut pour les AESH et de donner les moyens suffisants pour accueillir dans de bonnes conditions les élèves en situation de handicap !

On a en fait une politique cohérente qui entend faire des économies sur le dos du service public d'éducation !

Mais le gouvernement Macron-Philippe ne s'arrêtera pas à la loi Blanquer ! Le projet de loi de transformation de la Fonction Publique obéit à la même logique. Alors que 20 % des emplois publics sont occupés par des contractuel·le·s, le gouvernement veut un « recours accru au contrat ». Le projet prévoit également de marginaliser les CHSCT (sur le modèle du privé) et réduire les prérogatives des CAP. Autant d'éléments qui fragilisent le statut de la fonction publique et qui constituent une attaque en règle contre le principe du paritarisme qui protège les personnels et donc les usagers de l'arbitraire et des clientélismes. Autant d'éléments qui justifient la prochaine de journée de mobilisation dans la Fonction Publique le jeudi 9 mai !

C'est d'une tout autre politique que le service public d'éducation a besoin ! Des classes avec des effectifs plus légers ! Des réformes construites dans la concertation et dans une visée égalitaire ! Une offre de formation variée partout sur le territoire ! Un renforcement de l'attractivité du métier et de véritables pré-recrutements ! Une augmentation des postes au concours ! Un plan de titularisation des contractuel·le·s !

Alors ne cédon pas aux intimidations ! Ayons confiance en nous ! Et tous ensemble, obtenons le retrait des réformes Blanquer ! Et réclamons des perspectives ambitieuses pour tous les élèves et pour tous les jeunes, partout sur le territoire ! Tous ensemble pour défendre et pour développer le service public d'éducation !